

Marché des services de capacité  
Projet de décision de prolongation de la décision  
n° 201 0-0402 . Bilan et perspectives

Consultation publique  
(20 février 2013 . 20 mars 2013)

DAUPHIN TELECOM



**MOBILE**



**INTERNET**



**FIXE**



### **Avertissement sur la mise en consultation**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) met en consultation publique le présent projet de décision de prolongation de la décision d'analyse de marché n° 2010-0402. Ce projet de décision s'appuie notamment sur un bilan des évolutions observées sur les marchés des services de capacité depuis l'entrée en vigueur de la décision n° 2010-0402 du 8 avril 2010, ainsi que sur les perspectives d'évolutions attendues sur la durée correspondant à la prolongation envisagée de cette décision. Le présent document est téléchargeable sur le site de l'Autorité.

L'avis des acteurs du secteur est sollicité sur l'ensemble du présent document. Les commentaires doivent être transmis à l'Autorité, de préférence par e-mail à [hdpro@arcep.fr](mailto:hdpro@arcep.fr) avant le 20 mars 2013. Il sera tenu le plus grand compte des commentaires publics transmis à l'Autorité.

L'Autorité, dans un souci de transparence, publiera l'intégralité des commentaires qui lui auront été transmis, à l'exclusion des parties couvertes par le secret des affaires. À cette fin, les contributeurs sont invités à reporter dans une annexe spécialement identifiée les éléments qu'ils considèrent devoir être couverts par le secret des affaires. Toujours dans un souci de transparence, les contributeurs sont invités à limiter autant que possible les passages couverts par le secret des affaires.

Le projet de décision de prolongation de la décision n° 2010-0402 est, parallèlement à cette consultation publique, transmis pour avis à l'Autorité de la concurrence.

L'ARCEP, après avoir tenu le plus grand compte des commentaires de l'Autorité de la concurrence et des acteurs du secteur, transmettra ensuite un projet de décision à la Commission européenne conformément à l'article D. 301 du code des postes et des communications électroniques (CPCE).

## Décision n° 2013-XXXX

de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

en date du XX XXX 2013 de prolongation de la décision

**n° 2010-0402 en date du 8 avril 2010 portant sur la définition des marchés pertinents des services de capacité, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ci-après « *ARCEP* »),

Vu la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive «cadre»), telle que modifiée par la directive 2009/140/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009, notamment son article 16 ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après « *CPCE* ») et, notamment, son article D. 301 ;

Vu la décision n° 2009-1106 de l'ARCEP en date du 22 décembre 2009 précisant, en application des articles L. 34-8 et L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques, les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique et les cas dans lesquels le point de mutualisation peut se situer dans les limites de la propriété privée ;

Vu la décision n° 2010-0402 de l'ARCEP en date du 8 avril 2010 portant sur la définition des marchés pertinents des services de capacité, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre ;

Vu la décision n° 2010-1312 de l'ARCEP en date du 14 décembre 2010 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses ;

Vu la décision n° 2011-0668 de l'ARCEP en date du 14 juin 2011 portant sur la définition du marché de gros pertinent des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire, sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché et sur les obligations imposées à cet opérateur sur ce marché ;

Vu la décision n° 2011-0669 de l'ARCEP en date du 14 juin 2011 portant sur la définition du marché de gros pertinent des offres d'accès haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational, sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché et sur les obligations imposées à cet opérateur sur ce marché ;

Vu la décision n° 2011-0986 de l'ARCEP en date du 1<sup>er</sup> septembre 2011 d'analyse des marchés de gros des services de capacité sur les segments interurbains interterritoriaux relatifs à la collectivité territoriale de Saint-Barthélemy ;

Vu la consultation publique réalisée du XX février au XX mars 2013 ;

Vu la demande d'avis à l'Autorité de la concurrence en date du XX février 2013 ;

Vu les réponses à la consultation publique ;

Vu l'avis n° XXXX de l'Autorité de la concurrence du XX mars 2013 ;

Vu la notification à la Commission européenne... ;

Après en avoir délibéré le XXX,

## **1°) Objet de la décision**

### **Cadre juridique applicable**

Le a) du paragraphe 6 de l'article 16 de la directive « cadre », tel que modifié par la directive 2009/140/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009, dispose que :

*« 6. Les mesures prises conformément aux paragraphes 3 et 4 sont soumises aux procédures prévues aux articles 6 et 7. Les autorités réglementaires nationales effectuent une analyse du marché pertinent et notifient le projet de mesure correspondant conformément à l'article 7:*

*a) dans les trois ans suivant l'adoption d'une précédente mesure concernant ce marché. Ce délai peut toutefois, à titre exceptionnel, être prolongé jusqu'à trois ans supplémentaires lorsque l'autorité réglementaire nationale a notifié à la Commission une proposition motivée de prolongation et que cette dernière n'y a pas opposé d'objection dans le mois suivant la notification, • »*

Si ces dispositions imposent désormais aux autorités réglementaires nationales d'effectuer leurs analyses de marché à échéances régulières, le Parlement européen et le Conseil ont entendu maintenir une certaine flexibilité en autorisant la prolongation de ces décisions jusqu'à trois ans supplémentaires.

En droit français, cette nouvelle procédure a été transposée à l'article D. 301 du CPCE :

*« L'inscription d'un marché sur cette liste est prononcée pour une durée maximale de trois ans. Elle est réexaminée :*

- à l'initiative de l'autorité, lorsque l'évolution de ce marché le justifie , •*
- dans les deux ans suivant la modification de la recommandation de la Commission européenne précitée pour les marchés qui ne sont pas inscrits sur la liste mentionnée au troisième alinéa , •*
- pour les marchés transnationaux, dès que possible après la modification de la décision de la Commission européenne précitée , •*
- et dans tous les cas au terme d'un délai de trois ans. Ce délai peut toutefois, à titre exceptionnel, être prolongé jusqu'à trois ans supplémentaires lorsque l'autorité a notifié à la Commission européenne une proposition motivée de prolongation et que cette dernière n'y a pas opposé d'objection dans le mois suivant la notification. »*

### **Calendrier des analyses des marchés 4, 5 et 6 et prolongation de la décision n° 2010-0402**

Le marché des services de capacité (marché 6 au sens de la recommandation de la Commission européenne concernant les marchés pertinents<sup>1</sup>) a fait l'objet, pour le deuxième cycle d'analyse de marché, de la décision n° 2010-0402 adoptée le 8 avril 2010 par l'ARCEP.

<sup>1</sup> Recommandation C(2007) 5406 de la Commission du 17 décembre 2007 concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une réglementation *ex ante* conformément à la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques.

En application des dispositions de son article 15, cette décision, entrée en vigueur le lendemain de sa notification à la société France télécom, s'applique pour une durée de trois ans.

Par ailleurs, le marché de gros des offres d'accès haut débit et très haut débit activées (marché 5) et le marché de gros des offres d'accès aux infrastructures de boucle locale filaire (marché 4) ont fait respectivement l'objet, pour le 3<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché, des décisions n° 2011-0669 et n° 2011-0668, adoptées par l'ARCEP le 14 juin 2011. Sur la base du bilan intermédiaire qu'elle a récemment soumis à consultation publique conformément à la « clause de rendez-vous » prévue dans ces décisions, l'ARCEP a conclu que « l'état concurrentiel des segments de marché liés à la fibre n'appelle pas, à ce stade, une modification des remèdes arrêtés en 2011, que ce soit sous la forme d'une modification des obligations imposées au titre du cycle actuel des analyses de marché ou d'une anticipation du calendrier du prochain cycle »<sup>2</sup>. L'ARCEP a par ailleurs souligné qu'une révision des analyses de marché à horizon mi-2014, conformément au calendrier théorique du 4<sup>ème</sup> cycle d'analyse des marchés, répond au besoin de stabilité du cadre réglementaire qu'il est essentiel d'apporter aux acteurs du marché engagés dans une dynamique vertueuse d'investissements. L'ARCEP a confirmé ces conclusions à la suite de la consultation publique<sup>3</sup>.

Aux termes de ces travaux et de ceux conduits sur le bilan et les perspectives à court terme du marché des services de capacités, l'ARCEP estime nécessaire de synchroniser en 2014 les analyses des marchés 4, 5 et 6. Cette synchronisation permettra notamment de conduire une analyse globale de l'ensemble des marchés de gros permettant aux opérateurs alternatifs de construire et de proposer des accès data en situation fixe, notamment pour les clients finals non résidentiels. Cette analyse globale permettra à l'ARCEP de définir les obligations imposées aux opérateurs puissants en assurant un maximum de cohérence entre les différents marchés et produits, ceci dans le but notamment de promouvoir la concurrence dans la fourniture des services de communications électroniques au bénéfice des clients non résidentiels<sup>4</sup>.

L'ARCEP estime par ailleurs, compte tenu des résultats de ces mêmes travaux, que la situation et les évolutions à court terme des marchés de gros de services de capacité n'appellent pas de sa part de nouvelles mesures de régulation pour en assurer le bon fonctionnement jusqu'en 2014.

Conformément aux dispositions du a) du paragraphe 5 de l'article 8 de la directive « cadre » modifiée, la synchronisation des analyses des marchés 4, 5 et 6 assurera ainsi la cohérence de l'approche réglementaire des marchés entreprises, tout en prolongeant la durée du second cycle d'analyse du marché 6 sur une période strictement circonscrite et appropriée à la situation concurrentielle sur ce marché.

<sup>2</sup> Clause de rendez-vous prévue par les décisions de l'ARCEP n° 2011-0668 et n° 2011-0669 en date du 14 juin 2011 - Bilan intermédiaire en vue d'évaluer la nécessité d'imposer des remèdes asymétriques supplémentaires sur les segments de marché du très haut débit en fibre optique (Consultation publique ouverte du 3 décembre 2012 au 4 janvier 2013).

<sup>3</sup> Clause de rendez-vous prévue par les décisions de l'ARCEP n° 2011-0668 et n° 2011-0669 en date du 14 juin 2011 : synthèse des réponses à la consultation publique menée du 3 décembre 2012 au 4 janvier 2013 et conclusions de l'ARCEP (rapport final publié le 8 février 2013).

<sup>4</sup> Objectifs généraux de promotion de la concurrence et de cohérence de l'approche réglementaire respectivement définis au 2. Et 5.a) de l'article 8 de la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive «cadre»).

C'est pourquoi, en application des dispositions susmentionnées du a) du paragraphe 6 de l'article 16 de la directive « cadre », ainsi que de l'article D. 301 du CPCE, l'ARCEP entend, par la présente décision, prolonger la décision n° 2010-0402 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2014. Cette prolongation permettra ainsi de conduire, avant cette échéance, une analyse pertinente globale de l'ensemble des marchés 4, 5 et 6 qui permettra de prendre pleinement en compte les évolutions récentes des produits de gros pour les marchés non résidentiels.

A cet effet, l'ARCEP entame sans délai les travaux préparatoires du nouveau cycle des analyses des marchés 4, 5 et 6.

### Commentaire de Dauphin Telecom :

- **Nous comprenons que l'ARCEP a le droit de prolonger sa décision de 2010. Toutefois, dans le contexte actuel de crise, ce report d'un an ne fera-t-il pas perdre à la France et à l'outremer une année de plus dans « le Grand Bond en avant numérique » ?**
- **Notre inquiétude est que ce retard législatif n'atténue la pression légale sur les acteurs majeurs dits « dominants » et nous freine dans notre développement numérique.**

### **2°) Les évolutions récentes du marché de gros entreprise plaident pour une analyse globale des marchés 4, 5 et 6**

Les services de capacité, qu'ils soient proposés sur support cuivre ou sur support alternatif (fibre optique essentiellement), servent aujourd'hui de base à la construction d'accès pour des services de transmission de données (accès à l'internet ou réseaux privés étendus) utilisés par les clients non résidentiels, notamment les entreprises et les administrations. Ils peuvent, par ailleurs, être utilisés par les opérateurs de communications électroniques pour le raccordement de certains éléments de réseau, dont les stations de base mobile, notamment pour le déploiement de la technologie LTE.

Les analyses des marchés 4, 5 et 6 couvrent ensemble l'intégralité des marchés de gros utilisés par les opérateurs alternatifs pour construire et exploiter des accès pour des services de données proposés à des utilisateurs, résidentiels ou non résidentiels, en situation fixe. Si les produits régulés en application de l'analyse de marché 6 (liaisons partielles terminales, ci-après « LPT ») ont pu, lors des précédents cycles d'analyse, être considérés comme relativement indépendants des produits de gros régulés en application des analyses des marchés 4 et 5, les tendances observées sur les marchés de gros pour les utilisateurs entreprises rendent aujourd'hui nécessaire une approche globale.

En effet, s'agissant des prestations de débit inférieur à 10 Mbit/s (sur support cuivre) :

- les LPT (marché 6) et les offres activées de type bitstream (marché 5) répondent à des besoins de plus en plus proches - et peuvent donc répondre parfois à des besoins similaires - cette substituabilité, observée dans certaines situations, est particulièrement renforcée par l'émergence de nouveaux produits activés, fondés sur la technologie Ethernet ;
- pour raccorder un client non résidentiel, un opérateur alternatif peut s'appuyer alternativement, sur des LPT (marché 6), sur des offres de bitstream cuivre (marché 5) ou sur le dégroupage de la boucle locale de cuivre (marché 4) ; une analyse groupée des trois marchés permettra donc la prise en compte de l'ensemble des produits.

S'agissant des prestations de débit supérieur à 10 Mbit/s :

- le développement d'une concurrence par les infrastructures sur le marché de gros des accès en fibre optique dédiés au raccordement de clients non résidentiels (FttO) passe notamment par l'utilisation des infrastructures de génie civil constitutives de la boucle locale de France Télécom, dont l'accès est régulé au titre du marché 4 ;
- une frontière se dessine aujourd'hui entre des réseaux FttH destinés aux clients résidentiels et professionnels (régulés dans le cadre des décisions symétriques n° 2009-1106 et n° 2010-1312 adoptées par l'ARCEP<sup>5</sup> et prises en compte dans les analyses des

---

<sup>5</sup> Décision n° 2009-1106 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 22 décembre 2009 précisant, en application des articles L. 34-8 et L. 34-8-3 du code des postes et des

marchés 4 et 5) et des réseaux FttO, destinés au raccordement ponctuel de clients d'affaires au moyen d'une boucle locale en fibre optique dédiée et adaptée (couverts par l'analyse de marché 6) ; une analyse groupée permettra donc de prendre la mesure des interactions entre ces deux typologies de réseaux.

### **Commentaire Dauphin Telecom :**

- **Nous confirmons la tendance du marché professionnel, notre Capacité utilisée par le marché de gros- entreprise a augmenté de plus de 70% l'année dernière et nous avons prévu la même tendance cette année.**
- **Ce marché a pris le virage du numérique et l'accès aux infrastructures de génie civil constitutives de la boucle locale de France Telecom sont régulés mais nous aimerions avoir la possibilité de mener des contre- expertises afin de pouvoir vérifier les retours des études de faisabilité des opérateurs « dominants ».**

### **Annexe 1**

#### **Haut débit = dégroupage, bitstream et LPT**

En fonction de ses besoins et selon les circonstances, une entreprise souhaitant être raccordée en haut débit peut s'appuyer sur des liaisons louées (service de capacité - offres de gros couvertes par le marché 6) ou sur des accès SDSL (accès haut débit - offres de gros activées couvertes par le marché 5). Le bilan, dressé en 2009, du précédent cycle d'analyse des marchés des services de capacité, tout comme le bilan annexé à la présente décision, démontrent que les entreprises s'appuient de plus en plus sur des accès SDSL pour leur raccordement en haut débit, au détriment, pour partie, des liaisons louées<sup>6</sup>.

Les liaisons louées se distinguent toutefois des accès SDSL par certaines caractéristiques techniques : une couverture nationale complète (éligibilité non soumise à la longueur de la paire de cuivre) et la mise à disposition d'un canal de transmission entièrement dédié.

Le développement récent de nouvelles offres SDSL, fondées sur la technologie Ethernet, gomme la frontière entre les marchés 5 et 6. En effet, ces accès SDSL sont proposés avec une interface Ethernet au niveau 2 de la couche OSI<sup>7</sup> permettant une gestion par le client du routage et une transparence par rapport aux applications transportées (possibilité de transporter toutes les applications en temps réel, et notamment certaines applications critiques qui nécessitent l'utilisation de liaisons louées).

Depuis mi-2012, France Télécom propose ainsi, sur le marché de gros, de nouvelles offres de



bitstream cuivre fondées sur cette technologie : Core Ethernet Entreprise (CEE) et Core Ethernet LAN (CELAN)<sup>8</sup>. Pour leur composante cuivre, ces offres sont régulées au titre de l'analyse de marché 5, tandis que les LPT, auxquelles elles sont appelées à se substituer dans les prochaines années sur une partie du territoire, sont aujourd'hui régulées au titre de l'analyse de marché 6. Ces offres ne sont à ce jour que très peu utilisées par les opérateurs alternatifs (quelques milliers de lignes début 2013). Cependant, dans les prochaines années, lorsque les offres CEE et CELAN seront plus largement utilisées, une analyse de marché couvrant à la fois ces offres et les LPT, sera nécessaire. Les évolutions technologiques observées sur le marché français, et en particulier le lancement récent de nouvelles offres de bitstream cuivre fondées sur la technologie Ethernet, justifient donc une analyse conjointe des marchés 5 et 6.

Les offres CEE et CELAN sont également proposées sur fibre optique. Ces offres ayant vocation à progressivement remplacer les autres offres de type FttO de France Télécom

---

communications électroniques, les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique et les cas dans lesquels le point de mutualisation peut se situer dans les limites de la propriété privée, et décision n° 201 0-1312 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 14 décembre 2010 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses.

<sup>6</sup> Utilisation au troisième trimestre 2012 par les opérateurs alternatifs des produits de gros régulés pour la fourniture d'offres symétriques à destination des clients non résidentiels : dégroupage avec garantie de temps de rétablissement (24%), bitstream SDSL (65%), LPT (11%).

<sup>7</sup> Open Systems Interconnection

<sup>8</sup> Offre de référence d'accès et de collecte DSL de France Télécom (Core Ethernet Entreprise, Core Ethernet LAN) <http://www.orange.com/fr/reseaux/documentation/documentation>

(CE2O notamment), elles sont aujourd'hui régulées, sur le segment des prestations de débit supérieur à 10 Mbit/s, au titre de l'analyse de marché 6.

Les nouvelles offres CEE et CELAN sont donc aujourd'hui régulées, pour leur composante fibre, au titre du marché 6, tandis que leur composante cuivre est couverte par le marché 5. Cette situation, née de l'évolution progressive des offres sur le segment des offres haut et très haut débit, montre clairement que la frontière entre les marchés 5 et 6 tend à disparaître.

### Commentaires Dauphin Telecom

- **Les liaisons louées sont trop souvent en outre- mer la seule solution pour les raccordements « point à point » et ce sont des offres pour les professionnelles non régulées et elles restent onéreuses.**

### Annexe2

#### **Très haut débit - déploiement de réseaux en fibre optique**

Pour les services de capacité de débit supérieur à 10 Mbit/s, le développement d'une concurrence par les infrastructures se fonde sur le déploiement, par les opérateurs alternatifs, de leur propre boucle optique dédiée au raccordement de clients non résidentiels (FttO). Or, le déploiement de telles boucles optiques passe notamment par l'accès aux infrastructures de génie civil de la boucle locale de cuivre de France Télécom (poteaux, fourreaux). En application de l'analyse de marché 4, France Télécom met ainsi à disposition des opérateurs alternatifs une offre d'accès au génie civil pour le raccordement de clients d'affaire (GC RCA).

Pour proposer des accès FttO, un opérateur alternatif peut donc alternativement s'appuyer sur un accès activé sur une fibre déployée par un opérateur tiers (marché 6) ou déployer sa propre

boucle optique en utilisant notamment les infrastructures de génie civil de France Télécom (marché 4). Une analyse synchronisée des marchés 4 et 6 permettra donc de prendre en compte ces deux niveaux de l'échelle des investissements sur lesquels peut se positionner un opérateur alternatif. De la même façon, l'analyse coordonnée des marchés 4 et 5 permet déjà de prendre en compte les différents produits proposés à un opérateur alternatif pour la fourniture d'offres ADSL : achat d'offres activées de type bitstream cuivre (marché 5) ou, en fonction de sa stratégie et si sa capacité d'investissement le permet, dégroupage de la boucle locale de cuivre (marché 4).

Par ailleurs, il pourrait être nécessaire dans un avenir proche de prendre également en compte dans la réflexion globale sur les marchés 4, 5 et 6, le développement des offres proposées sur les réseaux en fibre optique mutualisés soumis à la régulation symétrique définie par l'ARCEP<sup>9</sup>. S'il est aujourd'hui possible de considérer que les offres FttO et FttH répondent à des besoins différents et sont peu substituables en raison des différences importantes de couverture des utilisateurs non résidentiels et de niveau de qualité de service proposées par l'une et par l'autre, la disponibilité d'offres FttH à un tarif mesuré sur une part croissante du territoire national pourrait cependant, dans les prochaines années, modifier la structure du marché des offres non résidentielles. Et ce tout particulièrement si des accès sont proposés sur le réseau FttH avec un niveau de qualité de service compatible avec les exigences des entreprises dans les premiers segments du marché de détail.

Cette réflexion d'ensemble, couvrant à la fois les accès activés en fibre optique (marché 6) et l'accès à des infrastructures passives pour le déploiement ou l'activation de boucles optiques alternatives (marché 4), est également indispensable pour définir pour les prochaines années un cadre optimal de déploiement des nouveaux réseaux à très haut débit mobile. D'ici mi-2014, les opérateurs alternatifs pourront continuer à s'appuyer sur leurs infrastructures en fibre optique existantes, notamment dans les zones les plus denses, ou sur des infrastructures alternatives pour raccorder leurs stations de base mobiles. Pour les communes sur lesquelles

<sup>9</sup> Décisions n° 2009-1106 et n° 2010-1312 susmentionnées

seule la boucle optique de France Télécom est aujourd'hui disponible, ils pourront chercher à étendre leurs infrastructures propres ou s'appuyer sur les offres de gros régulées de France Télécom au titre de la décision de l'ARCEP n° 2010-0402.

### **Commentaires Dauphin Telecom**

**A propos de l'offre d'accès au génie civil pour le raccordement de clients d'affaire (GC RCA) nous la trouvons « contre-productive » car cela revient pour nous à révéler à Orange l'adresse exacte d'un client sur un marché où ce profil de client est limité et une source de revenu importante.**

**Nous tenons aussi à souligner le fait que si les offres LGC nous donnent accès au génie civil de France Telecom, elles ne nous permettent pas d'avoir accès « librement » à notre infrastructure de fibre et par conséquent cela nous freine dans le développement de nos offres.**

### **Annexes3**

#### **3°) Une prolongation jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2014 de la décision n° 2010-0402 est compatible avec le bon fonctionnement du marché 6.**

Le document annexé à la présente décision dresse :

- un état des lieux et un bilan de l'évolution des marchés des services de capacité depuis 2010 ;

- les perspectives d'évolution de ces marchés à court terme qui étayent le délai de prolongation de la décision n° 2010-0402.

Les éléments rassemblés dans ce document et l'analyse développée ci-après montrent qu'une prolongation sur une courte période de la précédente décision d'analyse de marché serait compatible avec le bon fonctionnement des marchés de gros des services de capacité et de leurs marchés aval.

### **Prestations de débit inférieur à 10 Mbit/s**

Sur le segment des offres de débit inférieur à 10 Mbit/s, les évolutions de marché observées depuis 2010 s'inscrivent dans la continuité des tendances prises en compte pour le précédent cycle d'analyse de marché, et notamment : la décroissance de l'utilisation des LPT de débit inférieur à 2 Mbit/s, et l'utilisation croissante des offres de bitstream et de dégroupage pour la construction d'accès pour les entreprises.

Le cadre réglementaire fixé par la décision n° 2010-0402 pour la régulation des LPT de France Télécom prévoit notamment une obligation de fourniture de telles prestations sur le marché de gros, à un tarif orienté vers les coûts. La prolongation jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2014 des dispositions couvertes par ce cadre, visant au partage d'une infrastructure non duplicable par les opérateurs alternatifs, ne soulève donc aucune difficulté. Ainsi:

- au vu de leur commercialisation récente, il serait prématuré de considérer les nouvelles offres de bitstream (cf. supra) comme étant déjà parfaitement substituables sur l'ensemble du marché et du territoire aux LPT régulées<sup>10</sup> ;
- France Télécom dispose toujours de parts de marché significatives sur le marché de gros (commercialisation sur le marché de détail de 79 % des liaisons louées et commercialisation sur le marché de gros de la quasi-totalité des accès restants<sup>11</sup>).

### **Prestations de débit supérieur à 10 Mbit/s**

Entre 2008 et fin 2012, les accès en fibre optique pour les entreprises (FttO) ont connu un fort développement, passant de 16 000 à environ 48 000 accès<sup>12</sup>. Cette croissance, poussée

<sup>10</sup> En outre, de l'ordre de 20 % des lignes (10 % en quadri-paires et 30 % en bi-paires) des lignes ne peuvent pas permettre de bénéficier d'un accès SDSL avec un débit supérieur ou égal à 2 Mbit/s.

<sup>11</sup> Ces évaluations n'intègrent pas les liaisons louées commercialisées sur les zones sur lesquelles France Télécom n'est ni propriétaire ni gestionnaire de la boucle locale de cuivre (zones aéroportuaires de Paris par exemple).

<sup>12</sup> Une part des accès FttO, commercialisés notamment par des opérateurs alternatifs, sont proposés avec des débits pouvant être inférieurs à 10 Mbit/s. Les entreprises ainsi raccordées ont toutefois la possibilité, rapidement et sans déploiement additionnel, de bénéficier de débits très élevés.

initialement par la demande en débits émanant des entreprises, s'est notamment traduite par une forte animation du marché de détail, en particulier sur les zones sur lesquelles plusieurs boucles optiques FttO sont présentes, et par une baisse significative des tarifs des offres régulées de France Télécom (baisse de tarifs d'abonnement et extension des zones sur lesquelles les raccordements sont proposés à un tarif catalogue).

Le cadre réglementaire mis en place par la décision n° 2010-0402 visait notamment à favoriser le développement de la concurrence par les infrastructures en interdisant à France Télécom, seul opérateur puissant sur l'ensemble du marché de gros national, de pratiquer des tarifs d'éviction. Le bilan du marché sur les trois dernières années tend à montrer qu'il a jusqu'ici fonctionné efficacement. France Télécom reste néanmoins l'opérateur construisant le plus grand nombre d'accès FttO, cette part de marché étant même restée stable depuis 2009

autour de 60 % des accès construits<sup>13</sup>). Le fait de maintenir cette obligation jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2014 devrait permettre à la concurrence de continuer à se développer, au bénéfice des utilisateurs finals sur le haut de marché non résidentiel (offres de débit supérieur à 10 Mbit/s).

L'ARCEP devra toutefois porter une attention particulière dans les prochaines analyses de marché aux conséquences pour le marché entreprise - notamment dans sa composante multi-sites - de l'émergence de certaines zones dans lesquelles se développe une concurrence durable par les infrastructures, si la dynamique actuellement observée et qui ne nécessite pas à ce stade un changement d'approche de régulation, devait se poursuivre.

### Commentaires Dauphin Telecom

#### **Pour les offres supérieures à 10M**

**Les offres CIDOM sont disponibles en outre- mer et à Saint Martin depuis cette année seulement suite à nos démarches persistantes. Toutefois les délais de production sont compris entre 8 et 12 semaines (3 mois).**

#### **Annexes 4**

#### **Circuits interurbains intra- et interterritoriaux**

Les circuits interurbains intraterritoriaux ont cessé de faire l'objet d'une régulation tarifaire à l'occasion du passage au deuxième cycle d'analyse du marché 6 et il n'apparaît pas nécessaire, au vu du bilan annexé à la présente décision, de revenir sur cette orientation au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

S'agissant des circuits interurbains interterritoriaux, utilisés principalement pour le raccordement de collectivités d'outre-mer isolées, l'Autorité n'a pas observé d'évolution du marché susceptible de nécessiter, d'ici au 1<sup>er</sup> juillet 2014, une modification du cadre défini dans la décision n° 2010-0402.

**S'agissant de la décision 2010-0402, nous regrettons que l'analyse de l'ARCEP se soit limitée à la logique suivante : l'existence de deux câbles permet une concurrence alors que dans les faits cette décision a installé un duopole sur ces territoires, ce qui explique que les tarifs sont toujours élevés.**

#### **Annexe 5&6**

Dans le cas particulier de Mayotte, territoire devenu département d'outre-mer en 2011, au moins deux opérateurs sont aujourd'hui en mesure de proposer des services de capacité sur un circuit reliant l'île à la métropole. Les tarifs pratiqués sur le marché de gros, encadrés à la suite de l'octroi d'une défiscalisation aux opérateurs qui ont co-investi pour la construction du câble (LION 2), sont suffisamment attractifs pour les opérateurs de détail et n'appellent pas d'analyse détaillée pour les prochains mois.

Enfin, les segments interurbains interterritoriaux relatifs à l'île de Saint-Barthélemy ont fait l'objet de la décision d'analyse de marché n° 2011-0986, adoptée le 1<sup>er</sup> septembre 2011. Cette décision s'applique pour une durée de trois ans et ne nécessite pas de modification avant son terme le 5 septembre 2014.

collectivité de Saint Barthélemy mais nous avons pu constater qu'elle n'a pas été suivie d'effet pour preuve le catalogue des tarifs de GCN reste inchangé.

## Annexe 7

---

<sup>13</sup> En 2009, 56,5% des accès FttO étaient produits par France Télécom sur les départements regroupant les zones les plus denses (source : ARCEP — document « bilan et perspectives » - consultation publique relative à l'analyse des marches des services de capacité - avril 2009).

### **Décide :**

#### **Article 1 :**

La décision n° 2010-0402 est prolongée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

#### **Article 2 :**

Le directeur général de l'Autorité est chargé de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française et notifiée à la société France Télécom.

Fait à Paris, le XXXX

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI

**Cette proposition conduit Dauphin Telecom aux conclusions suivantes :**

**Nous sommes très surpris de la décision de l'ARCEP de prolonger une décision qui déjà en 2010 était inadaptée à nos territoires.**

**Suite à ce document, nous demandons à l'ARCEP de mener une véritable analyse et étude de marché et de terrain sur les territoires d'outre-mer afin d'approfondir les connaissances de ces différents marchés et de leur problématiques propres en matière de circuit interurbain intra-territorial et interterritorial.**

**En ce sens nous réitérons notre invitation pour que le Comité Dom se déroule aux Antilles cette année.**